

Taux d'exécution du budget de l'Etat au mois de septembre 2013

Grand écart entre prévisions et réalisations : déficit de 608 MDT

A peine deux mois de la fin de l'année budgétaire 2013, une année difficile et de tous les tracas comme prévu, Elyes Fakhfakh, ministre des Finances a mis le point hier lors d'une conférence de presse sur l'état d'avancement du budget de l'Etat au titre de l'année 2013, arrêté après 9 mois d'activité. Les pressions endogènes et exogènes qui ont pesé lourdement sur le budget de l'Etat ont nécessité l'élaboration d'un budget complémentaire « correctif » à même de réduire l'écart entre les prévisions et les réalisations. Après correction, le déséquilibre entre ressources et dépenses budgétaires persiste et signe et le déficit budgétaire s'arrête à 608 MDT à fin septembre 2013.

Plusieurs facteurs ont justifié l'élaboration du budget complémentaire. On retiendra la récession de la zone euro, la flambée du cours du pétrole, la révision à la baisse du taux de croissance outre l'accroissement des dépenses d'urgence de 400 MDT au titre de capitalisation des banques publiques et ce, conformément aux commandements du FMI. 140 MDT ont été libellés pour répondre aux besoins des entreprises publiques. La non introduction des Sukuk islamiques dans le budget de l'Etat 2013 a obligé le gouvernement à puiser le manque à gagner dans les recettes de privatisation de Tunisie Telecom (Soit 1000 MDT).

Baisse de 440 MDT des ressources fiscales

La ventilation du budget de l'Etat pour la période de référence (9 mois 2013) fait état d'une régression des ressources budgétaires fiscales (Impôts directs) observée par rapport aux prévisions initiales. Une régression expliquée par la morosité de l'activité économique et l'explosion du marché parallèle. D'où un manque à gagner net de 440 MDT au titre des ressources budgétaires. Les ressources non fiscales ont été également revues à la baisse vu le retard observé dans le transfert du reliquat affecté aux opérations de confiscation.

759 MDT dépenses salariales

Au chapitre des dépenses, le ministre des Finances a affirmé que les dépenses de gestion ont augmenté de 19% au terme du mois de septembre 2013, soit une enveloppe de 759 MDT au titre des salaires et 885 MDT à titre de compensation. Du côté des dépenses de développement ou d'investissement, le taux d'exécution



est estimé à 11%, un seuil qui reste insuffisant et en deçà des espérances. Un chiffre qui pourrait expliquer la grogne des régions qui déplorent sans cesse l'absence de projets de développement. Ainsi les dépenses de développement ont totalisé une enveloppe de 2078 MDT au terme du mois de septembre 2013 contre des dépenses de gestion estimées à 10985 MDT.

Un taux d'endettement public attendu de 47,2% du PIB

Au sujet de l'endettement, un sujet qui fait couler beaucoup d'encre, le ministre des Finances a mis l'accent sur l'accroissement de 480 MDT au titre de l'endettement intérieur et la baisse de 1187 MDT de l'emprunt extérieur. A noter que ce rapetissement observé au

niveau des ressources extérieures sera résorbé par l'utilisation de la ligne de crédit convenue avec le FMI et par d'autres ressources de l'Etat. Le taux d'endettement public est estimé à 47,2% du PIB.

Après correction, le budget de l'Etat au titre de l'année 2013 est estimé finalement à 27,481MDT, soit un volume très proche du budget prévu pour l'année 2014 soit 28,3 MDT. Une plus grande adéquation entre les dépenses et les ressources est de mise. Au vu des contraintes budgétaires qui fourmillent, l'équation est à résolution très difficile. Austerité et avarice s'invitent au menu du budget de l'Etat au titre de l'année 2014.

Yosr GUERFEL AKKARI

Chronique

Deux ans de gouvernance de la troïka : tous les indicateurs en berne



Pr. Ezzeddine Ben Hamida

Seule l'histoire, pourra dire, avec le recul du temps, la trace laissée par la troïka dans la gouvernance de la Tunisie depuis maintenant près de deux ans. Cependant, nous pouvons d'ores et déjà établir un bilan sur cette expérience : Hélas, l'espoir d'un avenir meilleur s'est transformé en crainte d'un lendemain obscur et incertain ; l'euphorie de la délivrance, qui a suivi la révolution du 14 janvier, s'est pervertie en doute, défiance et appréhension !

Sur le plan économique, tous les indicateurs sont en berne voire carrément alarmants et sérieusement angoissants :

- dette publique excessive de plus de 33 milliards de dinars, ce qui correspond à près de 50% du PIB ;

- déficit commercial de plus de 9 millions de dinars non compensé par la balance des services ou les revenus des capitaux, ce qui signifie que la Tunisie s'endette auprès d'agents étrangers ;

- Entre 2010 et 2013 les dépenses publiques ont augmenté de 65% en dehors des charges des dettes, alors que la production n'a progressé qu'à peine de 15% pour cette même période.

- L'aggravation des dépenses est due fondamentalement d'une part à l'augmentation des dépenses salariales (+ 50%) et, d'autre part, à la hausse des subventions (50%). La hausse des dépenses salariales s'expliquent : les nouvelles embauches tous azimuts, l'augmentation des salaires et l'intégration des anciens sous-traitants de l'Etat dans la fonction publique.

- une inflation galopante d'environ 6,4% ce qui aggrave davantage le pouvoir d'achat des citoyens. D'ailleurs, certains experts avancent des taux d'inflation particulièrement alarmants : 13 ou même 14% pour les produits de premières nécessités!

- un chômage structurel de

masse, officiellement, de près 17,6%, qui frappe tout particulièrement les jeunes, diplômés et non diplômés. En réalité, si on compte les non inscrits cette proportion atteint aisément les 35% ; les inégalités régionales en la matière sont carrément décourageantes !

- une croissance d'à peine 2% pour le premier semestre de 2013, qui s'explique fondamentalement par le manque de dynamique économique à cause de l'insécurité sévissante ;

- Pire encore le gouvernement continue à financer le déficit par les emprunts et les privatisations.

- Etc.
- Sur le plan politique, les lâches assassinats politiques de Chokri Belaid et de Mohamed Brahim ont précipité le pays dans une crise institutionnelle sans précédent. Concrètement, la situation s'est sérieusement envenimée et l'insécurité, quant à elle, s'est définitivement installée.

Nos concitoyens souffrent désormais le martyre et le terrorisme gagne jour après jour du terrain. Pendant ce temps, la troïka est beaucoup plus préoccupée par le noyautage de l'administration publique que par la détresse justifiée de nos concitoyens. En fait, la révolution de l'espoir, de la dignité et de la justice s'est transformée en festin pour des fauves affamés, avides, voraces et assouvis. En somme, nous assistons aujourd'hui à une guerre de clans, une bataille pour le pouvoir, un combat pour les portefeuilles.

Il est donc temps d'agir, de se mobiliser, de dénoncer et de rompre avec ces pratiques ! Sauvons notre chère patrie ! Sauvons notre Tunisie !

Nous ne pouvons pas rester les spectateurs de ce drame qui secoue le monde arabe et qui nous dépasse. Nous sommes les acteurs d'une Tunisie résolue à redevenir l'une des Nations les plus dynamiques et la plus

prosperes dans son environnement méditerranéen. Et nous n'avons besoin pour cela, ni de la nostalgie de ceux qui ne rêvent que du passé ou de revanche, ni de ceux qui ont pris la fâcheuse habitude d'attendre des autres la solution de nos problèmes.

Nous n'avons pas à faire le gros dos sous ce violent orage. Nous devons l'affronter debout, volontaires et sûrs de nous-mêmes. Nous gagnerons comme nous l'avons fait dans le passé : En effet, nous avons gagné des combats bien plus durs, tenaces et coriaces contre l'occupation, l'arrogance et l'impérialisme français ou encore contre le sous-développement, la misère et l'ignorance.

Nous appelons donc toutes les Tunisiennes et tous les Tunisiens, intellectuels, cadres, ouvriers et sans grades, à rester vigilants et à se battre contre l'obscurantisme et l'extrémisme.

Ezzeddinebenhamida.jimdo.com

Tourisme La plongée, un produit de niche à revaloriser !

• Italiens, Allemands et Tchèques dans le bain

Alliant sport, détente et évocation, la plongée ne cesse de gagner des inconditionnels. L'arrière saison venue, ceux-ci n'hésitent pas à traverser la Méditerranée à la voile. Direction les rivages tunisiens, où les professionnels tunisiens disposent d'excellentes installations pour accueillir les amoureux de la plongée, un produit de niche qui tarde à décoller.

La Tunisie est un endroit favorable à la plongée sous-marine. Ses fonds sous-marins ne cessent d'éblouir les amateurs de plongée. Ils renferment des richesses. Ils sont très poissonneux et chacun a ses particularités. Mais ils se ressemblent tous par leur beauté inégalable. La mer regorge des espèces de la faune et flore de la Région méditerranéenne. Elles se découvrent dans toute leur splendeur. Les plus abondantes sont les algues marines des fonds rocheux, les gorgones de différentes couleurs, les poulpes, les gros mérous, les murènes, les langoustes, les rascasses. La faune sous marine propose

aussi des dauphins, des dorades, des raies, des serres, des éponges, des anémones, des spirographes et des oursins de différentes espèces. Il est vrai que la plongée tout comme le golf est un produit touristique particulier mais c'est un secteur d'activité capable de drainer surtout en cette arrière saison une grande clientèle. « Nos prix très compétitifs (30 à 40 dinars la plongée) la sécurité et la richesse de nos fonds sont de bons arguments pour attirer les plongeurs italiens, allemands et tchèques. Notre environnement naturel est propice au développement de la plongée, considérée comme un élément de produit touristique et un des facteurs qui incitent les gens à voyager. Mais cette activité reste peu développée. Pourtant la plongée sous-marine procure déjà des dizaines de milliers de touristes à l'Egypte, Malte, l'Italie et la Grèce. Les fonds tunisiens sont intéressants du fait de la vitalité de la végétation sous-marine, favorisée par la propriété de l'eau et de l'existence d'espèces peu com-

munes » souligne un plongeur de Tabarka. Il est vrai que la Tunisie a créé plusieurs événements pour promouvoir la plongée dont Coralis qui drainait à l'époque et à chaque automne des centaines de plongeurs mais qui malheureusement enterré pour des raisons d'organisation et de budget. Cet événement a beaucoup porté au tourisme tunisien et notamment à Tabarka en nombre d'entrées et de nuitées touristiques.

Pour un marketing plus agressif

Nos fonds marins ne sont pas bien exploités. François Brun rédacteur dans la revue spécialisée «Plongée magazine» estime que la Tunisie a un trésor qu'elle sous-exploite. «Il faut s'y connaître pour réaliser ce que représentent les épaves pour les plongeurs. Plonger sur une épave, c'est comme se promener dans un musée ou évoluer dans un film. Le plongeur évolue dans l'histoire. Il devient acteur... Il y a du monde qui est prêt à payer pour cela, encore faut-il que cela se sache !» Mais



se lancer sur ce marché implique de faire une communication ciblée. Il faut avoir une vitrine internet et être présent sur les sites communautaires. Mais aussi promouvoir nos sites de plongée dans les salons et les foires touristiques, voire inviter les décideurs, les TO et les voyageurs spécialisés dans ce créneau pour se familiariser avec notre destination. La promotion, c'est la plus difficile. Elle doit être agressive pour se démarquer de la concurrence. Comme tout client touristique, le plongeur est à la recherche de la bonne promo du moment. Et

accro à internet pour dénicher les meilleurs prix. Les agences en ligne ont d'ailleurs rapidement compris qu'il y avait une place à prendre. Le touriste plongeur reste une niche. La Tunisie a tous les atouts pour l'attirer. Foncer dans ce créneau, c'est lui redonner la vie. L'enjeu de drainer un grand nombre de plongeurs notamment en arrière saison est colossal et là nous devons mettre la main dans la pâte car nos fonds marins pourront bien séduire cette clientèle

Kamel BOUAOUINA

Brèves

Bientôt un centre médical à Monastir

Un centre médical ouvrira ses portes en novembre, à Monastir, annonce la revue "le tourisme" dans son numéro du mois d'octobre 2013. Il s'agit du centre International médical, situé à Jinène El Oust, près de l'aéroport Habib Bourguiba. Selon la revue, le centre qui s'inscrit dans le cadre du tourisme de santé compte attirer les patients des pays arabes, africains et européens grâce à un plateau technique des plus performants dont un appareil d'imagerie par Résonance Magnétique IRM450W.

35 entreprises tunisiennes certifiées ISO 9001

L'INNORPI (Institut national de la normalisation et de la propriété intellectuelle) indique que jusqu'à fin septembre 2013, 35 entreprises tunisiennes ont obtenu la certification ISO 9001, norme relative aux systèmes de qualité. Plusieurs de ces sociétés sont publiques, telles que le centre international des technologies de l'environnement de Tunis (CITET), le centre national de formation continue et de promotion professionnelle (CNFCPP), le centre national de l'informatique (CNI) et l'agence de promotion de l'industrie et de l'innovation (guichet unique).

Des sociétés privées sont également certifiées ISO 9001. Elles exercent dans plusieurs domaines, dont la production de ciment, l'immobilier, les travaux publics et les nouvelles technologies.

La norme ISO 9001 fait partie de la série des normes ISO 9000 relatives aux systèmes de gestion de la qualité.

La capacité de stockage des céréales dépasse 13,5 millions de quintaux

La capacité de stockage des céréales du pays dépasse actuellement les 13,5 millions de quintaux et le volume moyen de la collecte est de l'ordre de 8,5 millions de quintaux, selon une étude présentée le 9 octobre 2013 dans le cadre d'une conférence sur la situation de la filière des céréales en Tunisie.

Cette capacité de stockage est détenue respectivement par les minoteries (20%), l'Office des céréales (22%), les coopératives centrales (28%) et les privés (30%). Plus de 80% de cette capacité de stockage sont situés dans le nord du pays, d'après les résultats de l'étude. En ce qui concerne la capacité portuaire, les trois principaux ports d'importation, à savoir la Goulette, Bizerte et Gabès ont une capacité de 0,77 millions de quintaux soit 6% de la capacité nationale de stockage, toujours selon l'étude.

Le secteur de la minoterie n'est exploité qu'à hauteur de 58%

La capacité de trituration du secteur meunier est estimée à 110 000 quintaux par jour, soit près de 33,4 millions de quintaux par an.

Cette capacité n'est exploitée qu'à hauteur de 58%, d'après les résultats d'une étude sur la situation de la filière des céréales présentée en octobre 2013. Selon l'étude, l'essentiel du blé trituré est importé, soit plus de 80%. Ce taux est de l'ordre de 40% pour le blé dur. Les capacités de trituration sont assurées par 28 unités dont 20 situées sur le littoral à proximité des trois grands ports du pays mais aussi des grands centres de consommation. Sur ce total (28), 10 unités sont situées dans le Grand Tunis avec 43% des capacités nationales, 4 à Sousse, 3 à Sfax, 3 à Gabès et 8 unités dispersées dans les gouvernorats de Zaghouan, Kef, Nabeul, Béja, Jendouba, Kairouan, Gafsa et Kasserine.

INNORPI: entrée en vigueur de l'arrangement de Madrid

Le protocole relatif à l'arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques est entré en vigueur en Tunisie, le 16 octobre 2013, selon l'Institut National de la Normalisation et de la Propriété Industrielle (INNORPI).

La Tunisie avait déposé son instrument d'adhésion le 16 juillet 2013.

Ce protocole qui compte désormais 92 membres offre aux propriétaires de marques un moyen économique, convivial et rationnel d'assurer la protection et la gestion de leur portefeuille de marque au niveau international. Le protocole de Madrid est administré par l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) et régi par deux traités à savoir l'arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques (1891) et le protocole relatif à l'arrangement de Madrid s'agissant de l'enregistrement international des marques (1989).

(Source : TAP)

HP introduit une nouvelle plate-forme d'Infrastructure

Management, inspirée des solutions grand public, pour un « nouveau style d'IT »

HP a dévoilé hier HP OneView, la première plate-forme d'Infrastructure Management du marché, inspirée des solutions grand public. Elle simplifie chacune des étapes des processus d'administration d'un datacenter, pour permettre aux équipes informatiques d'accélérer significativement l'exécution des opérations tout en réduisant les coûts et les erreurs manuelles à l'origine d'indisponibilités.

La prolifération des technologies « à la demande » ou « as a service », l'augmentation du nombre d'employés férus de technologie et la complexité croissante des entreprises creusent le fossé entre les attentes des utilisateurs et les solutions informatiques actuelles. Les entreprises aujourd'hui rencontrent de plus en plus de difficultés pour déployer et administrer les services IT en utilisant des outils de gestion construits pour des typologies d'infrastructures qui ne sont plus d'actualité.

Conçu pour les systèmes HP BladeSystem, HP ProLiant Generation 8 (Gen8) et HP ProLiant Generation 7, HP OneView s'appuie sur l'état de l'art des technologies logicielles et serveurs pour proposer une plateforme d'administration unique, convergente, favorisant la collaboration et la communication des équipes au sein des datacenters.

HP OneView améliore l'usage des utilisateurs grâce à une interface simple et intuitive et à une intelligence qui simplifie les tâches quotidiennes. Les processus les plus courants dans les datacenters (déploiements, mises à jour, migrations, dépannage...) sont ainsi ramenés à seulement quelques minutes au lieu de quelques heures, voire plusieurs jours.

À titre d'exemple, le provisionnement d'une ferme d'hyperviseur de 16 serveurs au moyen d'outils d'administration traditionnels s'effectue en deux heures et 50 minutes (temps administrateur). Avec HP OneView, seulement huit minutes suffisent. De même, la mise hors service d'un réseau local virtuel (VLAN) ne nécessite que quatre étapes et 30 secondes, au lieu de 187 étapes et plus d'une heure avec un outil traditionnel.